|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |

**COLLOQUE DE REFLEXION SUR L’ADAPTATION DE L’AGENDA FEMMES, PAIX ET SECURITE AU CONTEXTE CHANGEANT DU SAHEL : REPENSER ET REAJUSTER LES APPROCHES**

**CONTEXTE**

Depuis l’éclatement des crises en Lybie puis au Mali et l’ensemble du Sahel central ainsi que la prolifération de Boko-Haram dans les pays du Bassin du Lac Tchad, la région du Sahel est confrontée à d’énormes défis sécuritaires qui sont aggravés par des facteurs politiques, géopolitiques, socio-économiques et environnementaux. La dégradation de la situation sécuritaire, aggravée par une grande porosité des frontières, se matérialise par des attaques des groupes armés extrémistes et terroristes ainsi que des conflits inter communautaires qui ont eu et qui continuent d’avoir des impacts négatifs sur les communautés et contraignent des millions de personnes à se déplacer. En 2023, plus de 37,8 millions de Sahéliens auront besoin d'assistance et de protection[[1]](#footnote-1).

L’index Global de Terrorisme[[2]](#footnote-2) classe la région du Sahel comme ayant une tendance à devenir l’épicentre du Djihadisme avec une combinaison de terrorisme à facteurs religieux et politiques. Cet index a classé en 2022 les pays du G5Sahel comme suit : Mali en 34ème position, Burkina Faso en 31ème position, Niger en 35ème position, Tchad en 46ème  position et la Mauritanie en 93ème position sur un total de 163 pays. Actuellement la région connaît plus de 20 mouvements terroristes incluant Etat Islamique, Boko Haram, Al Qaida du Magreb, MNLA...

La combinaison de facteurs politiques, économiques et historiques, leur hybridation et complexification font de cette région un terreau fertile pour les conflits communautaires et l’extrémisme violent, les trafics et autres crimes transfrontaliers. Les groupes terroristes sont parvenus à s’implanter en exploitant les rancœurs des communautés les unes envers les autres, les failles de gouvernance et de pauvreté, les violations des droits de l’homme et leur manque de confiance vis-à-vis de l’Etat.

Face à la complexité de ces crises et leurs conséquences désastreuses, les différents Etats en synergie avec les organisations régionales, les Nations-Unies et l’ensemble de la communauté internationale unissent leurs forces en vue de promouvoir la paix et le développement dans le Sahel. Ainsi en guise d’illustration d’initiatives phares pour tenter de résoudre cette situation, il y a moyen de citer les exemples suivants:

- Les chefs d’Etats de 5 pays du Sahel ( Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) ont créé en 2014 le **G5 Sahel** ou « G5S » qui est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité. Mais le Mali s’est retiré de ce mécanisme en Mai 2022

- il y a eu la mise en place de 2 forces conjointes :   la force internationale pour le bassin du lac Tchad et la Force Conjointe pour la région du G5 Sahel. A cela s’ajoute la force Française Barkane et la mission de maintien de la paix au Mali qui compte actuellement près de 10 000 casques bleus.

-Sur base des enjeux qui se posent à la région du Sahel, les Nations-Unies ont adopté en 2013 une stratégie intégrée pour le Sahel (SINUS) qui a été complétée en 2018 par un plan d’accompagnement en vue de l’accélération de sa mise en œuvre La stratégie couvre les 10 pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria et Sénégal.

- Les principaux bailleurs de fonds appuyant la région ont créé en 2017 l’Alliance Sahel avec un objectif de stabilisation et développement global de la région et en vue d’une réponse coordonnée pour répondre aux défis sécuritaires, démographiques, économiques et sociaux de la région. Ils ont augmenté leur financement dans la région pour des programmes touchant des domaines variés

- La CEDEAO a adopté un Plan d’action pour la période 2020-2024, pour la lutte contre l’extrémisme violent

-L’Union Africaine a mis en place une mission pour le Sahel basé au Mali et a appuyé l’élaboration de la stratégie pour la Stabilisation du Bassin du Lac Tchad.

Malgré ces efforts, la situation continue à se déteriorer avec des attaques fréquentes et plusieurs pertes en vies humaines et une ménace de l’extension de l’extrémisme violent vers les pays cotiers. Mais aussi cette situation a engendré une grande crise de gouvernance dans les pays touchés ayant entrainé une vague de coups d’Etats, suivi de tension au niveau des relations entre ces pays avec les organisations régionales d’une part et avec les acteurs multilatéraux d’autre part souvent attisée par des enjeux géo-stratégiques.

Ce contexte de crises a mis en lumière la vulnerabilité à grande échelle des femmes et des filles mais en même temps leur potentiel pour le retour de la paix et la résilience dans la région. La crise au Sahel prévaut dans un contexte où les femmes étaient déjà sujettes à plusieurs formes de violences et discriminations sous-tendues par plusieurs croyances et barrières socio-culturelles profondément ancrées dans la tradition. Ainsi la région avait même avant la crise les indicateurs de genre parmi les plus bas du monde comme le montrent les données de la situation des femmes dans plusieurs domaines (Education, santé, économie, taux de violence…). Malheureusement cette situation, qui ne cesse d’empirer surtout dans les régions les plus affectées par les conflits et l’extrémisme violent, constitue une menace aux avancées difficilement acquises en matière de genre. La pandémie de COVID-19 est survenue aussi dans ce contexte et a contribué à aggraver la situation de l’ensemble de la population et des femmes en particulier. En outre, les impacts de la guerre Ukraine-Russie vont peser durement sur l’économie des pays et la sécurité alimentaire de la population.

Il est unanimement reconnu que les femmes disposent d’un grand potentiel pour contribuer à ramener la paix et la réconciliation. Elles font déjà un grand travail qui n’est pas parfois reconnu à sa juste valeur. Il faut reconnaître le rôle joué par des milliers de femmes activistes pour la paix tant au niveau communautaire, que national et régional. Il existe de multiples exemples très réussis où les femmes ont pu se mobiliser pour freiner des conflits communautaires sanglants, rapprocher les communautés, sensibiliser les parties à l’arrêt de la guerre, plaider en faveur de la paix et d’une gestion pacifique des conflits que ce soit au Mali, au Niger, au Burkina Faso, Tchad… Toutefois, malgré ces contributions majeures, elles demeurent marginalisées ou exclues de la plupart des cadres décisionnels de promotion de paix. L’autre contrainte est le manque de ressources suffisantes pour produire plus d’impacts ainsi que les risques qui pèsent sur les activistes de paix. La complexité de la crise ne permette pas parfois aux femmes tout comme d’autres acteurs à arriver à choisir les actions les plus stratégiques à même de la juguler.

La crise du Sahel est multidimensionnelle et nécessite des réponses multi-sectorielles ainsi que l’apport de chaque acteur à l’édifice de la paix. L’apport des femmes consiste en une réponse civile à la crise qui vient en complément aux efforts militaires. Tous les acteurs convergent sur le fait que ce sont les actions civiles tant économiques que politiques qui conduiront à une paix durable dans la région du Sahel. La réponse civile à la crise sous le leadership des femmes est déterminante pour la paix et la stabilisation de la région et il faut la renforcer.

La Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et l’ensemble de l’agenda femmes paix et sécurité stipulent que les femmes doivent participer au même titre que les hommes dans les efforts de paix et dans la reconstruction post-conflit. Alors que ces instruments ont été adoptés sur base d’une analyse globale au niveau planétaire, leur mise en œuvre passe par une adaptation au contexte et spécificités de chaque pays et chaque région. Le contexte du Sahel est tellement complexe qu’il nécessite une réflexion profonde de l’ensemble des acteurs en vue de réponses efficaces. Les femmes dans leur mission de contribuer à travers une réponse civile ont besoin de mieux comprendre le contexte et les facteurs qui continuent d’alimenter les crises dans le Sahel, d’évaluer le pas franchis grâce à leurs interventions, les succès et les échecs. Souvent habituées à parler entre elles ou à agir en solo, les femmes ont besoin d’interagir avec les autres acteurs œuvrant pour la paix (militaires, gouvernements, organisations régionales…) pour collecter leurs points de vue et identifier les pistes de collaboration et travail en synergie. Sur base de cette analyse approfondie menée ensemble avec des chercheurs analystes, différents acteurs soutenant l’agenda Femmes, paix et sécurité, plusieurs leçons seront tirées et de nouvelles approches les mieux adaptées au contexte pourront émerger.

C’est dans ce cadre qu’un colloque de réflexion de 3 jours sur l’adaptation de l’agenda femmes paix et sécurité au contexte du Sahel sera organisé.

**OBJECTIF**

L’objectif global visé sera de dégager des approches et stratégies efficaces pour les différents types de défis sécuritaires en vue de renforcer la contribution civile des femmes pour la paix et la stabilité dans le Sahel.

**RESULTATS**

A l’issue de la rencontre et du dialogue interactif qui sera mené, il est attendu pour les participants :

- Une meilleure compréhension du contexte sécuritaire de la région et les facteurs qui perpétuent les conflits

- Un partage de bonnes pratiques et de nombreuses initiatives des femmes pour la paix et les leçons tirées

- Identification de nouvelles approches et stratégies pour renforcer le rôle déterminant des femmes pour la paix au Sahel adaptées aux principaux défis sécuritaires dans la région(extrémisme violent, conflits communautaires, conflits liés au changement climatique, les problèmes de gouvernance…)

- Une plus grande sensibilisation des acteurs nationaux, régionaux et internationaux à soutenir de façon synergique les initiatives des femmes pour la paix

Les nouvelles approches et recommandations issues de ce colloque serviront comme base de planification pour les différents acteurs appuyant la mise en œuvre de l’agenda Femmes paix et sécurité dans la région. ( les Etats, les organisations Régionales, les Nations-Unies, les PTF, les organisations féminines, les ONG internationales…)

**Méthodologie**

La méthodologie qui sera utilisée sera interactive et basée sur des approches poussant à une haute réflexion et proposition de stratégies bien pensées en vue de la paix. Des chercheurs et experts en sécurité seront sollicités pour contribuer à la réflexion en rapport avec les limites des approches actuelles et quelles réponses innovantes il faudrait adopter. Certaines sessions seront organisées en plénière et suivies de débats visant chaque fois à proposer des réponses. D’autres sessions seront organisées en petits groupes dans des salles différentes en vue de débats thématiques sur les principaux défis sécuritaires. Des experts de haut niveau tant de la région que d’autres parties du monde seront identifiées pour partager leurs expériences et faciliter les différentes sessions. Il y aura un espace pour les expositions de bonnes pratiques. Le colloque sera une opportunité pour les femmes et les autres acteurs de s’assoir ensemble et d’apprendre les uns des autres mais aussi de définir des axes de collaboration. Des modèles de partenariats nécessaires entre les organisations féminines œuvrant pour la paix et les autres acteurs seront proposés en vue de leur permettre de conjuguer les efforts en faveur de la paix.

**Participants :**

Cette rencontre stratégique réunira 100 participants comprenant :

* Des représentantes des organisations féminines œuvrant pour la paix au Sahel
* Des Représentants des Etats membres et structures gouvernementales œuvrant pour la paix,
* Des représentantes des organisations régionales et sous-régionales (UA, CEDEAO, G5Sahel, ALG, CBLC…)
* Des représentants des corps de défense et de sécurité
* Des représentants des centres de recherches et think-tanks
* Partenaires techniques et financiers
* Des Agences des Nations-Unies et autres acteurs clés dans la région
* Des femmes issues des régions les plus affectées par les crises et des catégories souvent marginalisées
* Des responsables religieux et d’autres leaders d’opinion
* Des Représentants des jeunes

D’autres acteurs avec des programmes sur Femmes, paix et sécurité ou intéressés par la problématique pourront demander à y participer ou à envoyer leurs partenaires et/ ou bénéficiaires qu’ils prendront en charge.

**Dates** : Du 03 au 05 mai 2023

**Lieu**: Niger

**Préparation et coordination**

1.**Comité Directeur**

* Nations-Unies : ONU Femmes+ UNOWAS+ UNISS+ PNUD+ ONUDC
* Gouvernements : 5 représentants des Ministères de la femme
* Organisations régionales : CEDEAO, G5Sahel, CBLC, ALG
* Organisations féminines : Plate-forme des Femmes du G5Sahel, REPSFECO,
* Centres de recherche et Think-tanks : ISS+ Timbuktu Institut

**2.Comité d’organisation** au niveau du Niger : Un comité d’organisation du colloque sera également mis en place au Niger pays qui va abriter l’événement.

**PROGRAMME PROVISOIRE**

**J 1**

* Cérémonies d’ouverture
* Analyse des défis sécuritaires dans la région du Sahel
* Partage d’expériences sur les initiatives des femmes en faveur de la paix (succès, échecs, défis et leçons tirées) par axe thématique :
* La lutte contre l’extrémisme violent
* La prévention et gestion des conflits communautaires et ceux liés aux ressources naturelles
* La participation des femmes dans la transition(Mali, Tchad, Bourkina Faso, Guinée)

**J2**

* Expériences des acteurs accompagnant les organisations féminines et la mise en œuvre de l’agenda Femmes, paix et sécurité (succès, échecs, défis et leçons tirées)
* Place aux experts et chercheurs : Analyse des limites des approches actuelles et défis rencontrés par les femmes
* Réflexion thématique sur les réponses que pourraient adopter les femmes face aux principaux défis sécuritaires prévalents dans la région (extrémisme violent, coups d’Etats et transition, conflits communautaires…)
* Réflexion sur la protection des femmes actrices de paix dans la région

**J3**

* Partenariats nécessaires : Dialogue entre les femmes et principaux acteurs de paix ( FDS, Organisations régionales, bailleurs…)
* Foire à l’innovation : Proposition de nouvelles approches
* Formulation des recommandations
* Lancement officiel du programme Femmes, paix et sécurité au Sahel financé par les Pays-Bas

1. https://reliefweb.int/report/niger/appel-urgent-amplifier-la-reponse-aux-crises-humanitaires-en-afrique-de-louest-et-du-centre [↑](#footnote-ref-1)
2. https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/03/GTI-2022-web-04112022.pdf [↑](#footnote-ref-2)